

Compte-rendu de la séance de conciliation du 2 avril 2025

Mise à l'enquête du 15 janvier 2025 au 14 février 2025

Plan d'affectation communal (PACom)

Opposition de l'association « Vivons Prangins Demain »

Classification interne : 7

Présent-e-s :

Représentants communaux

Mme Dominique-Ella Christin, Syndique

Mme Isabelle Girault, urbaniste mandataire du PACom

Opposants : pour l'association « Vivons Prangins Demain » – Mme Caroline Serafini, Mme Véronique Rheiner-Charles et Mme Geneva Guerin

Introduction

Madame la Syndique souhaite la bienvenue aux opposantes et leur donne la parole pour l'exposé de leurs griefs vis-à-vis du PACom.

Discussion

Les opposantes

Les opposantes commencent par préciser qu'une coquille s'est glissée dans l'énumération des articles du Règlement du PACom auxquelles elles font opposition. Il s'agit des articles 166, 94, 103, 113, 154 et 164 et non les articles 93 et 104.

1. Article 166 – Biodiversité

Les opposantes saluent les efforts de la Commune, notamment à travers le PACom, en matière de biodiversité et de préservation de l'environnement. Cependant, elles relèvent que l'article 166 « Biodiversité » n'émet de mesures contraignantes que pour les espaces publics et non les espaces et jardins privés.

« Biodiversité 166.

Dans les parcs publics et les aménagements paysagers situés sur le domaine public, l'utilisation de produits phytosanitaires est interdite. La gestion des espaces est autant que possible extensive.

Dans les espaces privés (jardins ICOMOS ou d'importance, jardins communautaires ou familiaux), les méthodes particulièrement respectueuses de l'environnement sont fortement encouragées.

Si la configuration du parc le permet, un minimum de 10% des surfaces sont aménagées et entretenues de manière extensive (prairie fleurie fauchée 1 à 2 fois par an). »

Ce qui préoccupe les opposantes, c'est que les mesures ne sont pas suffisamment contraignantes pour les espaces privés. Selon elles, il faudrait appliquer les mêmes obligations pour les espaces privés que pour les espaces publics, et ce, afin de répondre de manière plus optimale aux enjeux environnementaux. En effet, l'article 166, 2^{ème} paragraphe, ne mentionne qu'un fort encouragement à

des méthodes particulièrement respectueuses de l'environnement dans les espaces privés, mais sans obligation, ce que les opposantes estiment insuffisant. Les opposantes souhaitent que l'article 166 contienne une interdiction de l'utilisation de produits phytosanitaires également pour les espaces privés.

Par extension, les opposantes souhaitent que l'interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires s'applique à l'ensemble des espaces bâtis, y compris dans les zones villas et donc, aux jardins privés.

2. Article 94 (zone d'habitation de moyenne densité – perméabilité et arborisation)

Article 103 (zone d'habitation de faible densité – perméabilité et arborisation)

Article 113 (zone d'habitation de très faible densité – perméabilité et arborisation)

Article 154 (zone affectée à des besoins publics – perméabilité et arborisation)

Article 164 (zone de verdure – utilisation du sol)

Les articles 94, 103, 113 et 154 portent tous sur l'obligation de planter un arbre majeur par tranche de 350 m² de surface de parcelle pour les différents types de zones bâties. Les opposantes estiment que cette obligation de plantation d'arbres majeurs est trop contraignante et porte préjudice à la mise en place d'installations énergétiques, telles que des puits géothermiques verticaux. Par exemple, le projet d'installation d'un chauffage à distance dans le quartier des Mélèzes serait irréalisable du fait de l'obligation de planter des arbres majeurs. Les opposantes précisent que leur opposition ne porte pas uniquement sur le quartier des Mélèzes mais sur l'applicabilité des articles susmentionnés à l'ensemble du territoire bâti pranginois.

Les opposantes expliquent que la plantation d'arbres de taille importante (majeurs) crée de larges zones d'ombres, y compris au sol, ce qui entrave l'installation et le fonctionnement d'installations énergétiques renouvelables telles que les panneaux solaires et les puits géothermiques. Un arbre fait de l'ombre aux panneaux solaires mais également au sol, ce qui est préjudiciable à l'installation de puits géothermiques car, on préconise leur installation là où la température au sol est la plus stable possible. La taille des arbres est donc ici déterminante et le fait que l'obligation porte sur la plantation d'arbre de taille importante est problématique. Les opposantes demandent si des arbres de taille moins importante pourraient être plantés au lieu de la mention « arbre majeur ». Des mesures en faveur de la biodiversité (ici, la plantation d'arbres) portent préjudice à des mesures énergétiques vertes alors que toutes deux tendent vers le même objectif. Les opposantes souhaitent éviter que le règlement du PACom, par ses mesures en faveur de la biodiversité, nuisent aux mesures énergétiques qui sont tout aussi vertueuses pour l'environnement. Autrement dit, elles estiment que le règlement du PACom ne devrait pas avoir pour effet de rendre les options énergétiques irréalisables à cause de mesures en faveur de la biodiversité. Les opposantes souhaitent que le règlement du PACom soit donc plus souple afin de permettre à la fois des mesures de biodiversité et des mesures énergétiques.

3. Article 33 (Rapport au domaine public)

En lien avec la problématique de la plantation d'arbres majeurs et le préjudice porté aux installations énergétiques, les opposantes remarquent que l'article 33 impose une trame de 6 mètres de largeur minimum en pleine terre le long du domaine public ainsi que 10 mètres le long de la Route de Lausanne (RC1). Cette trame devant être végétalisée, cet article impose également la plantation de grands arbres.

Représentants communaux

1. Article 166 – Biodiversité

La Municipalité estime qu'il n'est pas opportun d'intégrer dans le règlement une interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires dans les espaces privés, car le caractère contraignant implique qu'elle devrait être en mesure de vérifier que les propriétaires n'utilisent pas de produits

phytosanitaires chez eux. Or, il est très difficile de d'effectuer une telle vérification, d'une part parce l'utilisation ou non d'un produit phytosanitaire n'est pas un élément visible, et d'autre part, parce que des contrôles ne sont pas effectués une fois le permis d'habiter délivré.

2. Article 94 (zone d'habitation de moyenne densité – perméabilité et arborisation)

Article 103 (zone d'habitation de faible densité – perméabilité et arborisation)

Article 113 (zone d'habitation de très faible densité – perméabilité et arborisation)

Article 154 (zone affectée à des besoins publics – perméabilité et arborisation)

Article 164 (zone de verdure – utilisation du sol)

La Municipalité précise que l'obligation de planter un arbre majeur par tranche de 350 m² de surface de parcelle ne s'applique qu'aux nouvelles constructions et lors de rénovations majeures. Cette obligation ne s'applique donc pas aux constructions actuelles. De plus, elle s'applique uniquement aux zones à bâtir et pas aux zones de verdure qui sont inconstructibles.

La Municipalité explique que, dans le cadre du bâti actuel, les arbitrages entre mesure de biodiversité (présence d'arbres) et mesure énergétique (installation d'un puit géothermique par exemple) se font au cas par cas. En zone à bâtir, des lois supérieures prévoient déjà cet arbitrage entre un abattage d'arbre et une construction. Cet arbitrage se fait au moment du permis de construire et de la demande d'abattage/élagage d'arbres, selon les lois supérieures qui encadrent de manière très stricte ces aspects.

3. Article 33 (Rapport au domaine public)

La Municipalité explique que là aussi, la trame végétale le long des axes majeurs est obligatoire uniquement en cas de nouvelles constructions ou de rénovations majeures.

Prangins, le 28 mai 2025

Vivons Prangins Demain
% Caroline Serafini
Ch. de la Vigne

1197 Prangins

- 5 FEV. 2025		No. Plan cl. 42.04.02/2524		
DEC	ADL	ID	JDW	JMB
SAG	SURB	SEN	SEJ	SBAT
SCSL	SFIN	SRE	SCH	STRA
ONAT	OINF			
Suivi				

Bureau du Greffe
Commune de Prangins
La Place 1
1197 Prangins

Prangins, le 29 janvier 2025

Objet : Opposition au Plan d'Affectation – Articles 166; et 93, 104, 113,154 et 164

Madame, Monsieur,

En tant qu'association Vivons Prangins Demain, nous tenons tout d'abord à souligner la bonne évolution du Plan d'Affectation de la Commune de Prangins en matière de biodiversité et de préservation de l'environnement. Nous saluons particulièrement les initiatives prises pour favoriser un développement plus respectueux de la nature, dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Après une analyse approfondie de certaines dispositions du plan, nous souhaitons formuler une opposition concernant les articles **166, et 93, 104, 113, et 154**

Ces articles ne nous semblent pas suffisamment contraignants ou adaptés pour répondre aux enjeux environnementaux de manière optimale.

Nous exposons ci-après les points précis qui motivent notre opposition et proposons des ajustements afin de garantir que le développement de la commune se fasse dans le respect de la biodiversité et des impératifs écologiques.

Opposition à l'Article 166 : Interdiction des produits phytosanitaires et gestion extensive des espaces publics et privés

Nous nous opposons à l'article 166 du plan d'affectation de la commune de Prangins, tel qu'il est rédigé, car il ne constitue pas une mesure suffisamment contraignante pour protéger efficacement l'environnement à long terme. Bien que l'interdiction des produits phytosanitaires dans les parcs publics et aménagements paysagers soit un pas dans la bonne direction, il est essentiel de mettre en place des limitations plus strictes concernant l'utilisation de produits chimiques dans l'ensemble de la commune, y compris dans les espaces privés d'importance écologique. Le principe de gestion "autant que possible extensive" dans les espaces privés ne garantit pas la mise en œuvre systématique de méthodes de gestion durable. Nous proposons que l'interdiction soit élargie à l'espace privé, et que la gestion des espaces publics et privés soit systématiquement fondée sur des pratiques écologiques rigoureuses et

clairement définies, garantissant ainsi une réduction immédiate et mesurable de l'impact écologique de ces espaces.

Opposition aux Articles 93, 104, 113, 154 et 164 concernant la plantation d'arbres majeurs

Nous nous opposons aux articles 93, 104, 113, et 154 du plan d'affectation, en l'état actuel, dans la mesure où il manque de souplesse concernant les projets géothermiques. Bien que la surface verte minimale de 60% de la parcelle et la plantation d'un arbre majeur par tranche de 350 m² constituent de bonnes initiatives pour améliorer la biodiversité, il est nécessaire de permettre une certaine flexibilité dans les projets de géothermie. En effet, la géothermie est une solution énergétique durable qui peut jouer un rôle crucial dans la transition énergétique de la commune. Si la plantation d'arbres majeurs venait à entraver la possibilité d'installer des infrastructures géothermiques, cela pourrait limiter la capacité de la commune à se tourner vers des solutions énergétiques écologiques et durables. Nous proposons donc que des exceptions soient envisagées lorsque les projets de géothermie sont en jeu, afin de garantir un équilibre entre la préservation de l'environnement et le développement de solutions énergétiques respectueuses du climat.

Nous espérons que ces remarques et propositions seront prises en compte dans le cadre de la révision du Plan d'Affectation. L'objectif étant de trouver un équilibre entre le développement harmonieux de la commune et la protection de ses espaces naturels et de la biodiversité. En tant qu'association, nous restons pleinement disponibles pour discuter de ces points et collaborer activement à l'élaboration de solutions qui serviront à la fois les intérêts de la commune et les enjeux environnementaux de demain.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour Vivons Prangins Demain

Véronique Rheiner-Charles

Geneva Guerin

Bettina Venezia

Marie Vanleckwyck

Hélène Leggieri

Caroline Serafini

